

Cette politique contradictoire est le résultat et le reflet :
a) de la pression de l'impérialisme qui peut contraindre l'URSS affaiblie à céder de larges parties de sa "zone" : Sous cet angle, la bureaucratie regarde les pays occupés comme des occupations transitoires qu'elle met à profit de sa manière, en les pillant le plus possible et en les utilisant comme monnaie d'échange diplomatique.

b) Cette politique est déterminée enfin, d'une façon tout à fait opposée par la pression des masses des pays occupés, comme aussi et surtout par le caractère de classe qui différencie l'occupation soviétique du caractère d'occupation des impérialismes. L'URSS, en effet, ne peut "maintenir" son occupation et la stabiliser tout soit peu, si elle ne crève pas l'abcès des éléments anti-soviétiques, hostiles à sa présence (de là, des mesures différentes mais en réalité complémentaires : les épurations d'une part, et les nationalisations sur une grande échelle), si enfin, elle n'appuie pas les revendications de la paysannerie (de là l'ampleur des réformes agraires). Cependant ces réformes, sans la participation des masses, sans leur contrôle et leur gestion de l'économie, sans l'établissement d'un monopole du commerce extérieur, sans la suppression des banques privées, sans l'élimination des capitaux étrangers, sans la confiscation des indemnités reçues par les propriétaires des entreprises nationalisées et des domaines partagés, et son armée, ne constituent d'aucune manière une "socialisation" ou une "soviétisation", ou une "adaptation structurelle" de ces pays à l'URSS.

Il s'agit en somme, dans la zone occupée par l'URSS; non pas de pays dont la nature de classe de l'économie et de l'état est transitoire (de tels pays n'existent pas), mais d'une situation transitoire.

Dans la période transitoire actuelle, la présence des économies capitalistes incluses dans la zone défendue par l'URSS, pèse comme une gangrène supplémentaire sur l'économie soviétique.

Dans une perspective plus longue, cette situation ne peut continuer :

a) ou bien, cette influence appuyée par l'impérialisme finira par constituer un levier formidable pour la liquidation des éléments fondamentaux de l'économie planifiée de l'URSS,

b) ou bien, la montée révolutionnaire changera fondamentalement toutes les données du problème.

-+--+--+--+--+--+--+--+--+--+

AMENDEMENT DU CAMARADE -E- SUR LES TACHES DANS LES PAYS OCCUPES PAR L'ARMÉE ROUGE

Dans les pays occupés par l'Armée Rouge, les masses se heurtent actuellement dans leur lutte révolutionnaire à l'appareil militaire et administratif de la bureaucratie soviétique. De plus cet appareil apparaît en tant que force d'exploitation immédiate des masses (déportation) entreprises partiellement ou complètement entre les mains de la bureaucratie, travail pour l'armée etc...). Une véritable révolution prolétarienne, un véritable soulèvement des masses, un véritable renversement du capitalisme n'y est pas possible qu'à travers la lutte contre l'appareil de la bureaucratie stalinienne qui s'y oppose par tous les moyens.

Dans les pays occupés par l'URSS, la bourgeoisie et une certaine partie de la classe des propriétaires fonciers (Eglise, monarchie, noblesse) tout en s'appuyant sur l'Armée Rouge dégénérée pour se défendre contre tout "désordre trotskyste" contre le danger de la révolution sociale qui y est installé en permanence, essaiera elle-même de susciter toutes sortes de mouvements soi-disant populaires, d'intriguer jour et nuit auprès de